

Rolle unser Finanzplatz innerhalb der EU spielen soll. Können und wollen wir weiter wie die Made im Speck der „Steuroptimierung“ leben? Hiervon wird sehr viel abhängen, vor allem wo wir die Arbeitsplätze der Zukunft schaffen werden. Wir müssen dann auch über die Wachstumstreiber Renten, Immobilienpreise und Gehälter beim Staat reden und über eine ökosoziale Steuerreform, die uns mehr Steuergerechtigkeit und weniger Ressourcenverbrauch ermöglicht.

Eingereicht wurde die Motion zum Zukunftstisch im Jahr 2000, um sich mit den Konsequenzen des rapiden Wirtschaftswachstums zu befassen. Jetzt, in Zeiten der Krise, soll von hier Sozialabbau und Austerität verwaltet werden, fordern Teile des Patronats, die auf eine Möglichkeit hoffen, gegen die politische Mehrheit und die Gewerkschaften ihre Forderungen durchzusetzen. Ist der Zukunftstisch inzwischen zu einem neoliberalen Passwort geworden?

F. B.: Wer die Idee des Zukunftstisches nur als neoliberales Passwort interpretiert, verkennt, wie groß die Umbrüche sein werden, die

Europa in den nächsten 20 Jahren bevorstehen. Der Zukunftstisch ist zuerst ein Instrument der Politikgestaltung. Für uns wäre er vor allem ein Weg die „Politik des Gehörtwerdens“ umzusetzen. Wir wollen den Menschen zuhören und mit ihnen gemeinsam Lösungen für die drängenden Probleme erarbeiten. Gerade deshalb ist es so wichtig, die klassische Tripartite zu begraben. Ich glaube, viele Menschen fühlen sich dort mit ihren Anliegen nicht vertreten. Weder demokratisch legitimiert noch transparent, konnte dieses Modell nur funktionieren, solange die Verteilungskämpfe sich um den wachsenden Teil des Kuchens drehten. Da heute aber der Kuchen nicht mehr wächst oder das was wächst den Menschen nicht mehr schmeckt, werden die Auseinandersetzungen tatsächlich viel härter werden. Es geht ans Eingemachte, wir sehen das ja schon bei der Cargolux. Von daher ist der Zukunftstisch kein neoliberales Passwort, und wenn wir ihn richtig anpacken, kann er zum Meilenstein einer partizipativen Demokratie werden. ♦

(Das Interview fand zwischen dem 11. und dem 16. Oktober 2012 statt. BT)

3 questions à Norbert Becker, conseiller fiscal et membre-fondateur de « 5 vir 12 »

Sur son site internet, « 5 vir 12 » se présente comme organisation «apolitique et non-revendicative». Or elle nous semble assez symptomatique d'une frange des entrepreneurs aux yeux desquels le «modèle luxembourgeois» et sa culture consensuelle qu'incarrait la Tripartite sont désuets et dépassés. Pourtant, on pourrait aussi voir dans ce modèle un système politique qui, par le passé, fut assez favorable au capital ; par sa flexibilité, il a notamment permis de lisser le passage vers une économie financière, sans que cela ait produit des contestations politiques ou sociales. Pourquoi, selon vous, ce modèle n'est-il dorénavant plus opérable ?

Norbert Becker : Le mouvement « 5 vir 12 » a certes été initié par des entrepreneurs ; par contre depuis sa fondation, des personnes de toutes professions et métiers, salariés et fonctionnaires, enseignants et aussi patrons d'entreprise se sont manifestés pour déclencher un changement de mentalité dans notre pays. Je ne vous réponds pas en tant que « 5 vir 12 », mais en mon nom personnel. Personne ne s'oppose à notre culture consensuelle, si elle arrive à faire bouger les choses. Si dans une tripartite les discussions

s'ouvrent avec une des parties qui décrète que les sujets à l'ordre du jour ne sont pas discutables, où reste alors la culture consensuelle ? Ce n'est pas la tripartite qui a créé un environnement favorable à l'investissement, elle n'a pas non plus créé la place financière ni n'a-t-elle contribué à la création de nouveaux secteurs. Le modèle luxembourgeois mis en place lors d'une des précédentes crises fonctionnait parce qu'il y avait du leadership dans chacune de ses composantes. Les membres se parlaient, avaient du respect pour les positions des uns et des autres et arrivaient à trouver de vrais compromis – tous étaient disposés à faire un pas vers l'autre. Aujourd'hui, ce n'est malheureusement plus le cas. Les syndicats sont dans le déni, le gouvernement n'a pas de cohérence ni de ligne dans sa politique. Les patrons s'investissent sur des thèses difficiles à communiquer et tant qu'ils prêchent en cercle restreint entre eux, ils ne feront pas avancer la discussion.

Quels pourraient être les nouveaux espaces de participation politique et sociale ? Et comment déterminer la légitimité des intervenants ?



N. B. : Une réalité de notre temps est que les jeunes ne s'intéressent pas aux messages des partis politiques. Ils y voient des débats à la Clochemerle, politiciens. Ils cherchent une vision à long terme, et non pas un calendrier allant jusqu'aux prochaines élections législatives. Ils s'intéressent aux vraies questions de société, dépassant les frontières du Luxembourg. Ils sont ouverts à la cohabitation avec les non-Luxembourgeois qui choisissent de s'établir au Luxembourg et qui contribuent ainsi à la création

9 offene Fragen

Auch die Meinungen des Präsidenten des OGBL, Jean-Claude Reding, der Sprecherin des Mouvement écologique, Blanche Weber, und des Finanzminister, Luc Frieden, wollten wir für unsere Leser einholen. Den drei schickten wir jeweils drei Fragen zur Tripartite und zum Zukunftstisch mit der Bitte um ein Interview und schlugen ihnen ein Zeitfenster von ca. anderthalb Wochen vor. Luc Frieden und Jean-Claude Reding ließen uns durch ihre Sekretariate abwimmeln. Blanche Weber nahm sich immerhin die Zeit, um uns ihre Absage in einem Mail zu erläutern: Sicherlich, spannende Fragen seien es, die wir ihr da unterbreiteten, allerdings habe der Méco momentan noch keine allzu klare Position hierzu und benötige zur Klärung einen internen Konsultationsprozess.

Über die Agendaplanung der Befragten hinaus, dokumentieren diese Absagen, wie konturlos die Debatte um politische Partizipation noch immer geführt wird: Nicht einmal die Grundbegriffe scheinen zur Zeit geklärt.

de valeur dans le pays. Ils ne comprennent pas pourquoi et par quelle légitimité ces personnes n'ont pas droit à la parole politique, ne peuvent pas participer aux choix par leurs votes aux législatives. Au quotidien, notre économie se construit ensemble, la part des non-Luxembourgeois ne cessant d'augmenter. Parmi les 50 plus grands employeurs privés du pays, presque deux tiers sont détenus par des actionnaires étrangers et dirigés par des non-Luxembourgeois. Le débat politique quant à lui est réservé aux fonctionnaires ou à ceux qui travaillent dans des entreprises publiques ainsi qu'aux retraités résidant dans le pays. Je n'ai pas de baguette magique qui ferait sortir du chapeau une ou plusieurs nouvelles plateformes. Ce que je sais par contre, c'est qu'il est absolument indispensable d'abolir cette exclusion politique des personnes qui participent à la création de valeur et qui permettent ainsi au pays de continuer sur sa trajectoire. Les nouveaux espaces politiques naîtront à travers les réseaux sociaux multinationaux et multiculturels. Ce seront de nouveaux réseaux qui se formeront dans la société civile luxembourgeoise et contribueront à la formation d'opinions politiques. C'est une évolution inévitable qui ne va pas s'arrêter aux portes de la Chambre des députés luxembourgeoise. Notre pays est une construction unique. Dans aucune économie au monde n'a-t-on une part si importante de capitaux étrangers, de services rendus à des étrangers, de dirigeants étrangers et de salariés étrangers. On devra bien se faire à l'idée qu'on se retrouvera très vite à re-cultiver des pommes de terre – et Dieu sait que cela ne facilitera ni le désendettement ni le respect des engagements pris envers les générations futures. En vérité, par sa politique consensuelle, le Luxembourg est condamné à progresser, à croître, et à attirer plus de non-Luxembourgeois.

Où comptez-vous trouver les majorités politiques qui mettraient en œuvre les réformes structurelles que vous estimez nécessaires ?

N. B. : Dans ma vie professionnelle, je ne me rappelle d'aucun gouvernement qui ait à ce point manqué de compréhension et qui se distingue tous les jours par son incohérence, son manque d'idées, de ligne directrice et, surtout, par son manque de courage. Nous avons un Premier ministre aussi compétent qu'absent. Dans une situation de crise, tout le monde est sur le pont. Or notre capitaine est sur le quai à Bruxelles ou en Europe à s'occuper d'une autre crise, laissant les problèmes luxembourgeois pour ses séminaires avant la messe du dimanche. Les électeurs devront choisir la prochaine fois, s'ils veulent un chef absent ou présent, s'ils veulent un gouvernement avec des idées, des concepts, des visions, des plans d'action réalistes, une gestion saine des finances publiques, et de la transparence sur l'endettement explicite et implicite. (N'oublions pas au passage que ce dernier est estimé par des experts étrangers à 1100% du PIB.) Le temps du *statu quo* est révolu. Nous devons agir avec ceux qui ne font pas des promesses intenables ou prennent des engagements non financés. Les majorités politiques se trouveront auprès de ceux qui expliqueront au pays la situation dans un langage clair, compréhensible et qui remettront sur la table tous ces dogmes développés par d'aucuns qui pensent vivre au pays d'Alice, au pays des merveilles. ♦